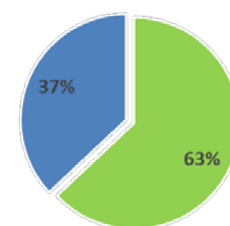


Cadre socio-économique

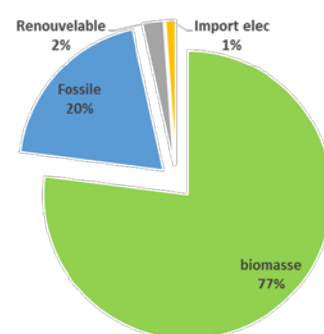
	Année	Unité	Valeur
Population totale	2014	Million	12,275 ¹
Croissance démographique	2014	%	2,7 ²
Surface	2014	km ²	245.860 ³
PIB	2014	Md US\$ courants	6,624 ⁴
PIB par habitant	2014	US\$ per cap	540 ⁵
Croissance du PIB	2014	% annuel	0,4 ⁶
Pays fragile	2014	Statut	Oui ⁷ (revenu bas)
Gouvernance	2014	Index/rang	43,3/42 ⁸
Variation de la gouvernance sur 5 ans	2014	Index	-6,5 ⁸
Indice du développement humain	2013	Index/rang	0,392/179 ⁹

■ Population rurale
■ Population urbaine



Énergie consommée (1 million tep = 11,65 MWh)

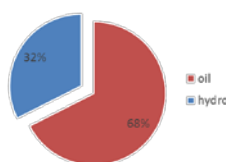
	Année	Unité	Valeur
Énergie primaire – TPES	2008	Million tep	4,27 ¹⁰
Énergie primaire – Biomasse	2008	Million tep	3,80 ¹⁰
Énergie primaire – Fossile	2008	Million tep	0,42 ¹⁰
Énergie primaire – Renouvelable	2008	Million tep	0 ¹⁰
Énergie primaire – Import électricité	2008	Million tep	0 ¹⁰
Énergie primaire – Import net hydrocarbures	2008	Million tep	0,42 ¹⁰
Énergie finale – Total domestique	2008	Million tep	3,72 ¹⁰
Énergie finale – Moderne BLEN ¹¹	2008	Million tep	0,077 ¹⁰
Énergie finale – Électricité	2014	TWH	0,58 ¹²



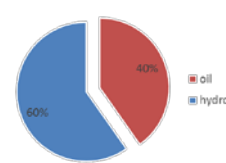
Électricité

	Année	Unité	Valeur
Demande de pointe	2014	MW	162 ¹²
Capacité installée raccordée	2014	MW	338
Capacité installée thermique fossile	2014	MW	210
Capacité installée hydro	2014	MW	128
Capacité installée renouvelable (hors hydro) ¹³	2014	MW	0
IPP/capacité installée	2014	%	À confirmer
Production énergie électrique	2014	GWh	686
Production d'électricité à partir de combustibles fossiles	2014	GWh	286,5
Production d'électricité d'origine hydraulique	2014	GWh	425,8
Production d'électricité à partir de renouvelables	2014	GWh	0
Consommation énergie électrique y compris autoconsommation et pertes	2014	GWh	590 ¹²
Consommation moyenne par habitant	2014	KWh per cap	49
Pertes (totales et techniques et non-techniques) en % de la production	2013	%	50
Pertes (transport, distribution techniques/commerciales)	2014	GWh	343
Importation (+) exportation (-) nette	2012	GWh	0
Taux d'électrification ¹⁴ totale	2012	%	18,1
Taux d'électrification urbaine/rurale	2012	%	68,9/2
Lignes haute tension ¹⁵	2012	km	332+83 ¹²
Lignes moyenne tension	2013	km	869 ¹²
Lignes basse tension	2013	km	À confirmer
Énergies renouvelables/total de la production d'énergie électrique	2013	%	À confirmer
Branchements au réseau basse tension (EDM)	2013	Millier	281,5
Tarif moyen	2013	US\$/kWh	À confirmer
Rapport coûts/tarif	2013	%	À confirmer

Electricity Capacity MW 2014



Electricity Sources GWh 2014



1 <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL>; 2 <http://data.worldbank.org/indicateur/SP.POP.GROW>; 3 <http://data.worldbank.org/indicateur/AG.SRF.TOTL.K2>; 4 <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD>; 5 <http://data.worldbank.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.PP.CD>; 6 <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG>; 7 <http://www.oecd.org/dac/infocall/FSR-2014.pdf>; 8 <http://www.moibrahimfoundation.org/interact/>; 9 <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/GNB>; 10 BLEN comprend GPL, électricité, gaz naturel et biogaz; 11 BLEN comprend GPL, électricité, gaz naturel et biogaz; 12 http://www.edgguinee.com/Telechargement/Chiffres_c1%3%A8s.pdf; 13 Renouvelable hors hydro (déchets, biomasse, biogaz, géothermique, solaire, éolien, marine); 14 Calculé comme population ayant accès à une source d'électricité dans leur habitation comparé à l'ensemble de la population; 15 Haute tension (>50 kV) moyenne tension (1-50 kV), basse tension (<1000 V).

Cadre légal, réglementaire et institutionnel

Politique énergétique	Déclaration de Politique Générale (DPG) du secteur de l'énergie; Lettre de Politique de Développement du Secteur de l'Énergie (LPDSE 2012); Stratégie nationale pour la promotion de l'accès aux services énergétiques (2006); Programme National intégré d'accès aux services énergétique (PRONIASSE 2012-2015); Programme Stratégique de Réduction de la Pauvreté (PSRP 2014-2015)
Lois de l'énergie	Loi L/98/012 du 1er juin 1998 portant sur le secteur de l'électricité; Loi de 1993 portant sur l'établissement, la construction, l'exploitation, la maintenance et le transfert des infrastructures de production électrique.
Textes d'application	Décret D/2011 – 103/PRG/SGG portant sur les attributions du Ministère de l'Énergie et de l'Environnement (MECEE); Décret L/98/012 du 1er juin 1998 en application de la Loi de 93.
Régulateur de l'énergie/l'électricité	L'Agence Guinéenne de Régulation des Services Publics d'Eau et d'Électricité (AGRSPEE) a été créée en septembre 2005 mais sa mission n'est pas clairement définie.
Opérateurs en charge de l'électricité	Électricité de Guinée EDG
Institution en charge de l'électrification rurale	Agence Guinéenne d'Électrification Rurale Décentralisée (AGERD) et Agence Nationale d'Électrification Rurale (ANER)
Institution en charge des énergies renouvelables	À confirmer
Institution en charge de l'économie de l'énergie et l'efficacité énergétique	Direction chargée de la promotion de l'efficacité énergétique et de la lutte contre la fraude au sein d'EDG
Institution de protection de l'environnement	À confirmer
Objectif énergétique	50% de la population dispose d'énergie moderne pour la cuisson, l'électricité et la force motrice pour les usages domestiques et les activités économiques en 2015 ; 15.000 familles ont accès au biogaz en 2021; Augmenter le taux de consommation de GPL à 45.000 tonnes en 2015; Promouvoir et diffuser 10.000 foyers améliorés à bois et charbon de bois à l'horizon 2015; Promouvoir et diffuser 2.000 foyers améliorés de carbonisation de bois à l'horizon 2015; taux d'accès à l'électricité 65% en 2015
Politique de tarif de rachat	À confirmer
Politique de facturation nette (net metering)	À confirmer
Marchés publics	À confirmer
Dégrouper production/transport/distribution (unbundling)	À confirmer

Secteur privé et environnement des affaires

Institutions de promotion du secteur privé	Agence Guinéenne de Promotion de l'Investissement Privé
Mesures d'incitation	À confirmer
Subventions classiques	À confirmer
IPP (producteur indépendant d'électricité)	EDG achète 22% de son électricité à des IPP
Partenariats public-privé	À confirmer
Indice d'affaires	Classé 165 sur 189 pays par la Banque mondiale en 2016

Coopération internationale dans le secteur de l'énergie

Déclaration conjointe EU-pays	Non
Énergie comme secteur de concertation pour le 11e FED	Non
Donateurs présents dans le pays	BAD, Banque mondiale, BID, BOAD, UEMOA, CEDEAO, l'Union européenne (via la Facilité Énergie), Inde et PNUD
Mécanisme de concertation sectorielle	À confirmer

Principales problématiques

- Réforme du cadre institutionnel et réglementaire
- Renforcement des mécanismes de partenariat public-privé dans le secteur énergétique
- Mise en place de mécanismes de financement adaptés pour les projets énergétiques
- Renforcement de la capacité à mobiliser des financements
- Mise en place d'un système d'allègement fiscal pour les biocarburants et d'un cadre réglementaire, fiscal et normatif adéquat
- Information et sensibilisation sur les EnR
- Réduire les pertes techniques et non-techniques du réseau électrique et accroître le taux d'encaissement